

FRANCIS AUDREY

L'armée et le pouvoir

En Chine comme dans la plupart des pays en voie de développement, l'Armée joue un rôle politique, économique et social étendu : elle participe tout naturellement au pouvoir et l'a même exercé pratiquement seule à deux reprises depuis 1949. Il faut dire cependant que l'opposition entre structures militaires et civiles apparaît toujours dans ce pays comme une dichotomie un peu simpliste. Le vigoureux nationalisme chinois crée une ambiance où l'antimilitarisme est quasiment inconnu. L'Armée de Libération populaire (ALP), « pilier de la dictature du prolétariat », est au contraire souvent donnée en modèle ; le service militaire, pourtant long de trois à cinq ans, est considéré comme un avantage social enviable, réservé à 10 % des jeunes environ. Dans la vie politique, dans le Parti, les valeurs militaires sont hautement respectées.

Dans la conception de Mao Tse-tung, en outre, les distinctions entre domaines civils et militaires tendent à s'effacer. La suppression des grades décidée en 1965, par exemple, n'était pas seulement une mesure « démocratique » : elle facilitait le rapprochement entre la hiérarchie bureaucratique et celle de l'Armée. Le département politique de celle-ci, modèle de double appartenance au Parti et à l'ALP, devenait d'ailleurs à cette époque une structure prépondérante dans tout le pays. Depuis longtemps aussi, des unités militaires aussi importantes que les « corps de construction » n'avaient guère que des missions de développement économique. Les Milices innombrables ont toujours constitué une immense plage commune aux domaines civil et militaire. L'Armée de Libération elle-même a trois missions générales : force politique militante, force de travail et force combattante, elle a su réellement donner la priorité à chacune de ces trois tâches tour à tour, selon les nécessités du moment.

L'organisation militaire chinoise est de ce fait portée assez facilement vers la pratique politique. Cette constatation, toutefois, est plus nette aux niveaux provincial et régional qu'au plan national. Les organes centraux du Parti communiste sont beaucoup plus fortement unifiés et centralisés à Pékin que le haut commandement de l'ALP. Dans ce pays-continent très peuplé, seul peut être concentré au sommet un pouvoir moral, un pouvoir éducateur, un pouvoir idéologique. La gestion, le commandement, l'action pratique sont au contraire forcément plus décentralisés. Nous avons montré ailleurs l'importance séculaire du « gouvernement par la pensée » sous les régimes chinois les plus divers (1). L'évidence est suffisante pour que les chefs militaires aient admis assez tôt que le « Parti commande au fusil » et non l'inverse. Plus que le PCC d'ailleurs, l'Armée de Libération s'est créée à partir d'unités autonomes dans toutes les provinces ; leur développement n'a posé qu'ensuite les problèmes de coordination. Ainsi l'état-major général (EMG) a, semble-t-il, gardé un rôle d'harmonisation plus que de commandement direct. Les Milices lui échappent, ainsi que les « forces locales » et une grande partie des « forces principales », qui relèvent des grandes régions militaires. Aussi l'EMG constitue-t-il une base relativement faible pour un éventuel coup d'Etat. Les commandants des grandes régions militaires et notamment celui de Pékin auraient mieux les moyens d'exécuter un tel coup, mais sans pouvoir s'imposer à toute la Chine : l'histoire a montré que seule une coalition de chefs régionaux peut imposer durablement un gouvernement militaire à l'ensemble du pays. Voilà des considérations en arrière-plan, dont l'équilibre des forces politiques tient toujours compte à Pékin.

L'état-major général est, en outre, coincé entre deux autres chaînes hiérarchiques : le département général politique et le département général des services, dépendant tous deux du ministère de la Défense. Pour toute décision d'importance politique, ces trois commandements se réfèrent à la « Commission des Affaires militaires » du Parti, composée des plus hauts responsables du Parti et de l'Armée. Cette organisation traduit la volonté de confier les principales décisions à des comités plus qu'à des chefs seuls ; elle explique que la pression, ou l'influence, des chefs militaires chinois s'exerce normalement dans les canaux du Parti et non pas de l'extérieur sur celui-ci. Or, même lorsque cette pression est très grande, comme dans l'année qui a suivi la mort de Mao Tse-tung, elle reste, de cette façon, plus ou moins équilibrée par le poids de l'appareil bureaucratique.

(1) Cf. Francis AUDREY, *Chine, 25 ans, 25 siècles*, Le Seuil, 1974.

Le pouvoir des chefs militaires en Chine avait augmenté constamment depuis un siècle, pour atteindre un maximum avec les « seigneurs de la guerre » dans les années vingt. L'unité nationale, réimposée par Ch'iang Kai-shek vers 1928, ne sortait guère de cette logique : elle reflétait l'élimination des seigneurs de la guerre au nord de la Chine par ceux du sud. La coalition des chefs militaires sudistes allait fournir, de 1928 à 1949, une bonne partie de la direction du Kuo Min Tang. Un même aspect militaire est naturellement à l'origine de l'entreprise communiste. Avec Mao Tse-tung à partir de 1927, le Parti et l'Armée sont pratiquement confondus, la plupart des cadres exerçant des responsabilités des deux côtés. Cependant, le principe d'une subordination du « fusil » au Parti s'exprima dès 1929, dans la résolution de Ku Tien, avant d'être repris dans les enseignements maoïstes de 1938. Il devint dès lors un des principes fondamentaux du régime, réglant officiellement les rapports Armée-Parti, sauf au cours de la Révolution culturelle.

Ceci dit, il est de fait que la Chine populaire est née sous un gouvernement militaire. De 1949 à 1952 en effet, l'installation du pouvoir se fit sous la direction des « Comités de contrôle militaire » et des « Comités militaires et administratifs », au niveau des provinces et des six grandes régions d'alors. Mais l'éducation politique avait déjà préparé les esprits au processus de démobilisation ou de passage des pouvoirs à des cadres « civils ». Ces transferts, achevés en 1954 sauf dans certaines régions frontalières (Sinkiang, Yunnan), ouvraient une phase de « modernisation » à la manière soviétique et de spécialisation des carrières civiles et militaires.

Du même coup, pendant une douzaine d'années, les sujets de conflits entre responsables civils et militaires se multiplièrent pour la première fois. La fin de la guerre et la spécialisation des responsabilités les rendaient inévitables, malgré l'influence des chefs de l'Armée de Libération au sein des comités du Parti, jusqu'au sommet. L'engagement chinois en Corée, la modernisation de l'armement, le « professionnalisme » des cadres, la part dévolue aux tâches politiques ou économiques dans l'ALP, l'autosubsistance des unités, la construction des Milices, la crise du détroit de Formose en 1958, les liens sino-soviétiques en matière de défense, les réactions chinoises devant l'escalade américaine au Vietnam, ces dix problèmes majeurs opposèrent certains responsables militaires aux vues de la majorité du Parti. Or, tous ces conflits, sans exception, furent finalement réglés en subordonnant les vues des chefs militaires aux choix du PCC. Les responsables de l'ALP ne se privaient pas de défendre leurs solutions avec ténacité mais ils acceptaient la suprématie du Parti.

Sommet de cette période, pourtant, l'affaire Peng Teh-huai éclata dans l'été de 1959. Le populaire ministre de la Défense, partisan d'un développement plus classique et de l'alliance soviétique, exprima ses critiques du Grand Bond en avant et des Communes populaires à la session de Lu Shan. Assez généralement soutenu par les responsables militaires et par certains cadres du Parti, Peng Teh-huai fut pourtant condamné au Bureau politique et au Comité central et remplacé ainsi que son chef d'état-major.

Ce conflit autour de la voie chinoise et de la rupture avec Moscou allait cependant porter au maximum le rôle politique de l'Armée de Libération et de ses chefs. Vers 1962, le Président Mao, en semi-retraite, commençait à condamner le mélange de routine et d'opportunisme où s'était engagée, selon lui, la bureaucratie du Parti et de l'administration. Or, Lin Piao, ministre de la Défense depuis 1959, réussissait remarquablement à transformer l'armée chinoise dans un sens plus militant. De 1965 à 1971, Mao Tse-tung devait conduire la Révolution culturelle — dans la mesure du possible — en s'appuyant de plus en plus sur cette armée politisée à l'extrême. Les appuis « populaires » successifs (Gardes Rouges, rebelles révolutionnaires, équipes de propagation de la pensée Mao Tse-tung, nouveaux cadres...) se révélaient en effet instables et souvent destructeurs, alors que le Parti communiste avait été délibérément désorganisé et mis en sommeil. La prépondérance du pouvoir militaire s'établit alors en plusieurs étapes : en 1964, l'ALP, donnée en modèle, fut chargée de guider la réforme de la bureaucratie ; à partir du milieu de 1965, elle apportait un soutien massif à la Révolution culturelle, par sa présence aux côtés de Mao et en donnant le ton à la propagande ; enfin, à partir de 1967, l'Armée de Libération ouvertement engagée se voyait chargée de mettre sur pied les « Comités révolutionnaires », c'est-à-dire le gouvernement et l'administration de tout le pays.

Il n'y avait pas eu coup d'Etat, mais au contraire prise du pouvoir sur ordre et de façon progressive. L'ALP se trouvait finalement, sans l'avoir vraiment voulu, à tous les carrefours du pouvoir. Elle ne faisait toutefois que participer au pouvoir central (40 à 50 % de militaires dans le Bureau politique et le Comité central issus du IX^e Congrès en 1969). Dans les campagnes, le pouvoir militaire s'exerçait par le truchement des Milices civiles, qui étaient alors subordonnées aux régions militaires. L'Armée chinoise devait rester fidèle à Mao et à Lin Piao et ne jamais s'opposer directement à l'aile gauche du « groupe de la Révolution culturelle ». Ce régime militaire tout en nuances allait durer près de cinq ans, de janvier 1967 à sep-

tembre 1971, et sortir le pays de sa situation explosive en limitant les réactions trop brutales.

Réorganiser et rétablir le pouvoir du Parti communiste ou perpétuer un régime pur et dur supervisé, au fond, par la hiérarchie du Parti dans l'Armée : voilà le choix qui semble bien avoir été à la base de l'affaire Lin Piao. Opposés à la restauration complète du PCC, le vice-président et ses partisans se trouvèrent en minorité à partir du milieu de 1970 ; à la suite d'une crise encore mal éclaircie, ils disparurent brusquement de la scène politique, en septembre 1971. Ce fut le signal du rétablissement sans partage de la primauté du Parti, le pouvoir militaire étant cependant intégré à tous ses rouages. Cette formule paraît la plus stable, ce qui n'a pas empêché, après la disparition de Mao Tse-tung, l'élimination de la « bande des Quatre » et un an de luttes souterraines pour une nouvelle répartition des rôles. Il semble bien qu'un pôle d'influence « modéré » se soit constitué au début de 1977 à Canton et dans la moitié sud de la Chine, autour des responsables militaires. Ce groupe de pression apporta sans doute un appui décisif à la réhabilitation de Teng Hsiao-ping.

Le III^e Plénum, en juillet, et le XI^e Congrès du PCC, en août 1977, ont consacré, au moins provisoirement, un certain partage du pouvoir suprême autour du Président Hua Kuo-feng. Dans le nouveau Bureau politique, les hauts responsables militaires figurent pour un tiers. Mais il convient d'ajouter que 50 % des membres ont fait une carrière militaire, la proportion dépassant 80 % si l'on y ajoute les anciens commissaires politiques.

Cette quasi-nécessité d'avoir la double référence du Parti et de l'Armée pour accéder aux postes les plus importants reflète bien la symbiose des pouvoirs politique et militaire dans la Chine d'aujourd'hui. Mais combien de luttes ouvertes ou cachées a-t-il fallu pour en arriver là ! Sait-on que depuis 1949, en dehors des titulaires actuels, tous les chefs d'état-major général et ministres de la Défense ont été successivement écartés à la suite de frictions, ou de crises, entre le Parti et l'Armée ?

LES RÉGIONS MILITAIRES

Pékin (5 districts), Shenyang (3 districts), Tsinan (1 district), Nankin (4 districts), Wuhan (2 districts), Canton (3 districts), Chengdu (2 districts), Kunming (2 districts), Lanchow (4 districts), Sinkiang.